

Non au G20 – La crise, c'est le capitalisme

Après le sommet du G8 à Deauville de mai 2011, les chefs de gouvernements et financiers des pays industriels et émergents les plus puissants vont se rencontrer début Novembre à Cannes. Les chefs d'état du G20 rencontreront des représentants du FMI et de la banque mondiale pour coordonner des « mesures de maîtrise de la crise » au niveau mondial, par la casse sociale, la dictature de l'austérité, et les interventions impérialistes.

La crise, c'est le capitalisme

La crise est loin d'être finie. La Grèce, l'Irlande et le Portugal sont quasiment en faillite et sont contraints de recourir aux mesures de « sauvetage » imposées par le FMI, la BCE, et l'UE. Pourtant, en particulier en Grèce, ce que cette dépendance signifie pour les citoyens est maintenant évident. La vente à la découpe du pays est en route. Dans le cadre de la politique de privatisation, des pans entiers de l'état sont vendus à des investisseurs étrangers, surtout allemands. Les normes sociales, conquises de haute lutte, reculent, l'âge de la retraite est reculé, les salaires diminuent. Ce qu'on voit en Grèce, c'est une redistribution de la richesse, du bas vers le haut, et c'est ce qui est à l'ordre du jour partout.

En Allemagne aussi, la casse sociale continue, les prestations sociales sont amputées, le marché du travail est flexibilisé, ce qui signifie, pour beaucoup, chômage et déclassement social. Les besoins fondamentaux sont sacrifiés pour permettre au secteur financier et économique de satisfaire ses appétits de profit. Socialisation des pertes et privatisation des profits sont la règle. Cela signifie moins d'argent pour l'éducation, la sécurité sociale, et la santé, mais des milliards d'argent public pour les soit disant plans de sauvetage des banques. L'Allemagne ne se contente pas de mener cette politique dans son propre pays, par exemple avec l'agenda 2010, elle prend un rôle de précurseur en Europe.

Le G 20 n'a pas pour objectif d'améliorer les conditions de vie des salariés. Cette crise lui sert d'argument pour réduire les salaires et continuer la casse sociale, et le but est d'optimiser les conditions de l'exploitation capitaliste. Les besoins humains ne sont pas pris en considération dans le capitalisme. Et ce qui chez nous signifie précarité ou chômage, et ainsi exclusion sociale signifie, dans les pays émergents : faim, maladie, et mort.

Faire la guerre à la guerre

Depuis longtemps, ce ne sont pas seulement les seules questions économiques qui sont à l'ordre du jour des réunions du G20. Il y est toujours aussi question d'une « politique commune de sécurité ». A travers le développement effréné de la mondialisation néolibérale qui progresse depuis les années 80, accélérée par la disparition de la concurrence entre différents systèmes, se multiplient les interventions militaires qui visent à défendre des intérêts géostratégiques et économiques. On voit tout d'abord que des espaces économiques sont restructurés au profit des intérêts occidentaux, avec l'aide d'institutions comme le FMI et la banque mondiale. On le voit par exemple lorsque l'Allemagne et la France dictent en ce moment même à la Grèce la façon dont elle doit redresser son budget. Mais aussi lorsque des zones de

libre échange sont mises en place dans de larges parties du tiers monde.

En outre les interventions militaires directes, accompagnées de l'installation de régimes fantoches deviennent de plus en plus fréquentes. En Irak, en Afghanistan, de même qu'en Lybie, on voit clairement qu'il ne s'agit pas de défense des droits de l'homme ou de démocratie, mais qu'il s'agit bien plutôt de s'assurer des ressources, et de trouver des nouveaux marchés, tout cela renforçant du même coup l'industrie de l'armement, avec les conséquences évidentes pour les populations sur place.

Il faut mettre en place une solidarité internationale

Depuis que les rencontres du G8 sont entrées dans une crise de légitimité, notamment en raison des contre sommets organisés par les mouvements altermondialistes, elles sont remplacées par le G20. La question de la légitimité ne serait plus d'actualité, prétend-on, puisque le G20 représenterait environ les deux tiers de la population mondiale. En fait il s'agit des gouvernements des états capitalistes riches, qui défendent les intérêts de la classe possédante, et non pas ceux des 2/3 de la population mondiale. Du fait que sont imposés mondialement les intérêts du capitalisme néolibéral, la solidarité internationale devient plus urgente que jamais. La classe dominante fait tout pour étouffer dans l'œuf cette solidarité. Par le dénigrement permanent des « grecs si paresseux », qui serait eux-mêmes responsables de « leur crise », on essaie de détourner l'attention des salariés, ici comme en Grèce. Car reconnaître que les intérêts des travailleurs sont les mêmes ici et là bas pourrait devenir une arme redoutable ; et c'est indispensable pour la défense des conquêtes sociales et la victoire de perspectives révolutionnaires pour sortir de la faim, de l'exploitation et de la guerre. Notre solidarité doit soutenir les luttes de classe qui dans le monde s'opposent à l'ingérence impérialiste.

Dans la rue contre le G20 à Freiburg

Cette année il n'y aura pas de grand contre sommet en France comme par exemple lors du G8 de Heiligendamm en 2007 ou contre l'Otan en 2009 à Strasbourg et Kehl. Nous nous joignons à l'appel des mouvements altermondialistes à des actions décentralisées et montrerons de façon déterminée notre opposition à cette situation, dans la rue au Dreiländereck. Joignez vous à la manifestation et engagez vous pour un monde sans exploitation et sans guerre.

**Manifestation, 05.11.2011, samedi, 14h
Platz der Alten Synagoge, Freiburg**

www.no-g20.tk

